



Réunion plénière du 16 janvier 2013
Relevé de décisions

Version	Date	Modifications apportées	Diffusion
Version 1	17/01/13	Première rédaction par JLD	Membres du secrétariat
Version 2	22/01/13	Relecture du secrétariat	Membres du bureau
Version 3	24/01/13	Relecture du bureau	Membres du comité
Version 4	01/02/13	Correction date prochaine plénière	Intranet-Internet

Présents

Présidents	Invités
Jean Bruneau – MEDDE – CGEDD	Nicolas Canivet – MAAF DGAL
Laurent Pavard – MAAF – CGAAER	Benoît David – MEDDE CGDD/DRI/MIG
	Benoît Gourgand – MEDDE CERTU/GNSI
Comité	Muriel Malleret – DRAAF Aquitaine SRISE
Francis Merrien – MEDDE CGDD/DRI – Chef de la MIG	Marie-Odile Simonot – DRAAF Bourgogne SRISE
François Salgé – MEDDE DGALN – Chargé de mission	
Michel Faure – DREAL PACA	Secrétariat
Claude Soussan – MEDDE SG/SPSSI – Sous-directeur	Bernard Allouche – MEDDE CERTU/GNSI
Gilles Guillouet – MEDDE CPII/DO Sud-Ouest – CMSIG	Jean-Loup Delaveau – MEDDE CERTU/GNSI
Christophe Rousson – MAAF SG/SM/SDSI/CERI Chef du DIG	Michel Collot – MAAF DGAL
Olivier Morzelle – DDTM de Seine-Maritime	Pierre Werny – MEDDE CERTU/GNSI

Excusés

Edith Vidal – DRAAF Picardie
Joël Tignon – Conseil Régional Nord Pas-de-Calais

Ordre du jour

1. Approbation du relevé de décisions du 28 novembre 2012
2. Bilan 2012
3. Résultats de l'enquête réalisée auprès des services déconcentrés
4. Cadrage de la standardisation des données de l'épidémiologie-surveillance
5. Programmation 2013
6. Standard à l'étude : Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)
7. Point divers : thésaurus COVADIS

Documents associés

Les diaporamas et documents de travail présentés en réunion sont consultables en ligne dans la rubrique COVADIS du portail Géoinformations

<http://geoinformations.metier.i2/covadis-du-16-janvier-2013-a2400.html>

Relevé de décisions

1. Approbation du relevé de décision du 28 novembre 2012

Le relevé de décisions de la précédente session plénière de la COVADIS est validé en séance.

2. Bilan 2012

Bernard Allouche présente les faits marquants et les résultats de l'activité de standardisation au cours de l'année 2012. Le bilan préparé par le bureau de la COVADIS est consultable parmi les documents associés à ce relevé de décisions (cf. URL ci-avant).

L'activité du secrétariat de la COVADIS se répartit à parts égales entre l'instruction des standards et les actions nécessaires au fonctionnement et à la communication de la commission. Quelques chiffres et actions menées caractérisent cette année 2012 :

- 4 standards validés, 2 standards mis à jour, 3 en instance de validation ;
- 2,8 ETP mobilisés ;
- participation du secrétariat de la COVADIS aux réunions interrégionales des services géomatiques ainsi qu'aux journées nationales du réseau géomatique ;
- intervention lors des journées SIG la Lettre, principale manifestation géomatique en France ;
- enquête sur l'usage des géostandards dans les services déconcentrés ;
- expérimentation d'un mode de travail participatif sur les ZAE.

Les échanges qui s'ensuivent mettent l'accent sur :

Questions	Réponses et commentaires
la gestion de l'historique CNV	Certains services s'interrogent sur la reprise de l'historique de la CNV sans qu'une réponse claire n'ait été apportée. Certaines fiches continuent d'être utilisées tout en étant obsolètes (notamment à cause d'INSPIRE qui rend les modalités juridiques caduques). La position adoptée par la COVADIS est de mener cette reprise au fur et à mesure de l'avancement des travaux de standardisation. Les priorités de travail, les moyens disponibles et le lancement fin 2013 de Géo-IDE Catalogue ne permettent pas d'en faire davantage.
la prise en compte des géostandards par les systèmes d'information	La difficulté vient du fait que les outils évoluent avec des calendriers qui ne sont pas en phase avec celui des travaux de la COVADIS. Le secrétariat de la COVADIS est dans la même situation contraint de composer avec l'outil GéoRépertoire dont les fonctionnalités ne correspondent plus aux besoins.
le déploiement des référentiels de l'IGN	L'absence de stabilité du format de livraison des référentiels géographiques provoque des difficultés dans les services et rend leur déploiement local très chronophage. Il est rappelé que ce sujet ne concerne pas la COVADIS mais est à l'ordre du jour de la CCIG de l'après-midi.
l'évolution de certains standards	Les standards PLU et Cartes Communales ont du être modifiés un an après leur validation, délai jugé trop rapide par les services. Il est rappelé que ces modifications sont nécessaires et justifiées par des évolutions réglementaires ou techniques (prise en compte du format shape nécessitant la mise à niveau de quelques structures de données). Les instructeurs en charge des actions de maintenance doivent être sensibilisés au surcroît de travail qu'une évolution d'un standard peut entraîner pour les administrateurs de données.

3. Enquête sur l'usage des standards de la COVADIS au sein du MEDDE et du MAAF

Pierre Werny présente le résultat de l'enquête sur l'usage des standards de la COVADIS menée fin 2012 avec le concours des conseillers en management des systèmes d'information géographiques (CMSIG) pour le compte de la COVADIS. Les réponses reçues sont suffisantes en nombre pour dresser un panorama représentatif de l'usage des géostandards dans les services.

Cette présentation amène quelques réactions et idées sur les résultats suivants de l'enquête :

Sujet	Commentaires	Pistes de progrès
Difficultés à lire des documents très techniques et volumineux	La COVADIS réaffirme l'importance de disposer de documents professionnels parfois très denses du fait de la complexité des sujets traités. Il est vrai qu'ils s'adressent en priorité à un public de géomaticiens qui sont chargés d'aider les thématiciens à les mettre en application.	Disposer d'un support de type diaporama présentant les grandes lignes de chaque standard de données. Proposer une fiche de synthèse mettant en évidence les enjeux identifiés et les gains apportés par l'utilisation du standard. Impliquer les directeurs des services pour appuyer l'utilisation des standards par une fiche de synthèse
Accompagnement des géostandards	Si les standards posent des difficultés de mise en œuvre, les services enquêtés n'expriment pas de besoins particuliers de formation et jugent la communication suffisante.	Les pistes d'accompagnement évoquées portent davantage sur de l'animation et quelques formations connexes à la mise en œuvre des standards (UML, outil de transformation ETL).
Administration nationale des données (Hors référentiels de l'IGN)	La COVADIS reçoit des demandes de standardisation de données référentielles produites par des partenaires du MEDDE et MAAF (EPCI, forêt, RPG...) Un géostandard sur ces données n'a de sens qu'à condition de convenir avec le fournisseur des données d'une organisation durable garantissant la production et la livraison de ces données.	Francis Merrien propose que la COVADIS élabore des propositions d'organisation à soumettre à l'avis de la CCIG.

La synthèse des résultats de l'enquête sera prochainement diffusée par le secrétariat de la COVADIS. Le support utilisé pour la restitution fait partie des documents associés à ce relevé de décisions.

4. Cadrage de la standardisation des données d'épidémiologie

Nicolas Canivet, chef du bureau des semences et de la santé des végétaux à la DGAL intervient pour présenter le cadrage de la standardisation des données produites aux fins de l'épidémiologie végétale. Après une présentation des dispositifs de surveillance du végétal, l'exposé met en exergue les enjeux du projet pour le domaine de la santé végétale dont la géolocalisation et la standardisation des données sont des actions importantes.

L'épidémiologie dont le but est d'éviter l'apparition et l'installation d'organismes nuisibles particulièrement dangereux est une mission assurée par le MAAF. Elle repose sur un dispositif à deux volets complémentaires :

- surveillance des organismes nuisibles réglementés : la lutte contre certains organismes dangereux pour les cultures en milieux agricoles ou non (maladies, parasites) est rendue obligatoire. La réglementation impose de mettre en œuvre les moyens de lutte qui s'appuient sur un système de déclaration obligatoire, une surveillance des établissements sensibles

(pépinières, semenciers) et des mesures de lutte à faire appliquer sur chaque foyer détecté. La géolocalisation est primordiale dans la mesure où elle participe à élaborer les plans de surveillance et à déterminer les zones de lutte en fonction des foyers détectés.

- veille sanitaire basée sur un réseau d'observateurs utilisant des protocoles harmonisés. Les données sont consolidées par le niveau régional à l'aide du système d'informations EPIPHYT interopérable avec les systèmes partenaires.

La standardisation des données par la COVADIS vise à :

- faire converger ces activités dans un système d'information unique pour avoir une exploitation géographique de ces données ;
- faciliter les échanges et l'interopérabilité entre EPIPHYT et les systèmes des organismes partenaires du dispositif d'épidémio-surveillance.

5. Programmation 2013

Décision n° COVADIS_201301_01

La COVADIS valide les propositions présentées ci-dessous.

Achèvement des dossiers en cours d'instruction :

- Espaces naturels protégés
- Schéma régional de cohérence écologique
- Epidémio-surveillance végétale
- Déchets inertes

Mise à jour de géostandards existants et reprise des fiches GéoREPERTOIRE

- Servitudes d'utilité publique
- Bruit aérien
- Zonages réglementaires de l'eau (dont aires d'alimentation de captage)
- Plan de prévention des risques

Thématiques à standardiser

Thématique	DAC Pilote	Complément / Décision / Suivi
Vélo-routes et voies vertes Demandeur : ON3V	DGITM	La base existe et est consolidée au niveau national à partir des données CG et CR. L'ON3V gagnerait à utiliser un géostandard pour harmoniser les pratiques au sein des collectivités parti-prenantes. Accord de la DGITM. Rapporteur au sein de l'ON3V.
Outils fonciers des politiques publiques Demandeur : DREAL	DGALN	Données complémentaires à celles décrites dans les standards PLU et CC Accord DGALN.
Transports collectifs - points d'arrêt / horaires Demandeur : AFIMB	DGITM	Accord DGITM.
Mesures agro-environnementales Demandeur : DRAAF	DGPAAT	Contacteur la DGPAAT pour accord et désignation d'un rapporteur. Lien à faire avec l'ASP.

Thématiques à étudier (étude d'opportunité)

Thématique	DAC Pilote	Complément / Décision / Suivi
Logement social Demandeur : DREAL / DTT	DGALN	Préciser le périmètre (se limiter à la base EPLS ?) et les acteurs (État ou État et collectivités)
Fichiers fonciers cadastrés Demandeur : DGALN	DGALN	Ces données sont produites annuellement par le CETE Nord-Picardie. Il faut évaluer l'intérêt d'un standard.
Photovoltaïque Demandeur : DREAL	DGEC	Contacteur la DGEC sur l'opportunité d'une standardisation avec en aval la désignation d'un rapporteur.
Sentier du littoral Demandeur : DGAL	DGALN	Rapporteur : Pierre Vigne (CETE Normandie centre)

Toutes les demandes liées à des référentiels externes non géolocalisés sont hors du périmètre

- Cavités souterraines / mouvement de terrains / anciens sites industriels (DGPR / BRGM)
- Aires urbaines / bassins de vie (Bases de données par l'INSEE)
- EPCI (Ministère Intérieur / DATAR)
- Zones de montagne (urbanisme ou agriculture)

L'avancement des travaux de standardisation est lié à la mise en place par la direction d'administration centrale pilote des moyens ad-hoc (rapporteurs disponibles, mobilisation interne des bureaux concernés, crédits d'étude)

6. Schéma régional de cohérence écologique

Benoit Gourgand (CERTU), rapporteur, présente l'état d'avancement du projet de standardisation des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE). Les SRCE ont vu leur premier décret d'application paraître le 29 décembre 2012. Il définit le contenu du SRCE et les actions à mettre en œuvre en faveur des trames vertes et bleues. Un second décret fixera les orientations nationales de mise en œuvre.

Le géostandard SRCE devra contribuer à fabriquer une vue nationale des trames vertes et bleues par consolidation des données régionales. Pour ce faire, le modèle et la structure des données sont conçus pour prendre en compte les spécificités régionales. 90 % du modèle est stabilisé au regard des prescriptions dans le droit. Le standard présente la particularité d'être élaboré en parallèle à la définition des données et de manière collaborative.

La finalisation du standard est attendue au second trimestre 2013 et sa validation interviendra vraisemblablement en septembre. Le document sera préalablement soumis à l'avis du comité national des trames vertes et bleues.

7. Thésaurus COVADIS

Benoît David (MIG) présente l'avancement du projet de réalisation du thésaurus COVADIS. L'achèvement du thésaurus est envisagé pour la fin du premier semestre.

Prochaine réunion plénière

le **27 mars 2013** de 10h00 à 13h00

au ministère du développement durable, Tour Voltaire (salle 03.35) – La Défense

Suite à la CCIG du 16/01/2013, la réunion initialement prévue le 03/07/2013 est avancée au 26/06/2013, 10h.